



Déclaration SNUEP-FSU CT du 1^{er} juillet 2016

Cette année se termine sans que les conditions de travail dans l'enseignement professionnel public se soient améliorées.

Lors du groupe de travail concernant l'organisation des enseignements, il n'a pas été possible d'aborder des points qui impactent fortement les conditions de travail aussi bien des élèves que des enseignants.

Des décisions aussi simples que la date de remontée des notes de CCF, les difficultés pédagogiques en enseignement général pour les sections regroupées des grilles 1 et 2 semblent négligeables au niveau du rectorat. Il suffirait parfois seulement d'un peu de bonne volonté pour améliorer le quotidien vécu par les élèves et les enseignants. Mais cela est sans doute trop demander.

Par contre, on ne manque pas d'exiger toujours plus des enseignants pour accueillir et inclure tous les publics.

Le Rectorat continue de dénier la reconnaissance du travail des enseignants de math-sciences dans les LP ne disposant pas d'aide-laboratoire.

Le Ministère, qui a décidé contre l'avis des enseignants d'une réforme en collège, ne se préoccupe guère des subventions nécessaires pour le changement des manuels.

Le Bac Pro Electrotechnique va être rénové en suivant la même idéologie que celle qui a été imposée pour le Bac pro Gestion administration, alors que le bilan, maintes fois demandé, n'a pas été réalisé. Pourtant le Ministère a dû reconnaître que cette rénovation a suscité des problèmes importants d'accueil dans les entreprises pour les PFMP et a généré énormément de souffrance au travail pour les enseignants concernés.

Et là non plus, nous n'avons pas entendu parler des subventions indispensables pour des investissements nécessaires en matériel.

Enfin l'enseignement professionnel sous statut scolaire est complètement passé sous silence pour faire la promotion de l'apprentissage.

Quant à la Nouvelle Aquitaine, elle ne peut qu'interroger sur le devenir de l'offre de formation pour les élèves de l'académie de Limoges.